

4 juin 2009

L'opposant vénézuélien Leopoldo López en visite à Londres : ça sent le fascisme !

Romain MIGUS



L'ancien maire de la commune de Chacao, Leopoldo López arrivera à Londres à la fin de ce mois de mai, il est également l'un des principaux dirigeants du parti dit « social-démocrate » Un Nuevo Tiempo [Un Nouveau Temps], fondé et dirigé par Manuel Rosales, qui a fui la justice vénézuélienne [il est au Pérou, NdE]. Il sera accompagné par Luis Giusti, ancien président de PDVSA [société pétrolière d'État, NdE], ancien membre de l'équipe de direction de la pétrolière privée Shell et membre des laboratoires d'idées

Council on Foreign Relations et Center for Strategic and International Studies.

Ces chefs de file de la contre-révolution ont été invités par l'École de Commerce de Londres pour participer à un forum où assisteront également plusieurs représentants d'entreprises multinationales et l'ancien président du Chili, Ricardo Lagos. Le thème du forum : « Amérique latine : la croissance se poursuit en période de turbulences » nous indique, de fait, l'orientation du débat...

Quelques jours plus tard, le 3 juin, López et Giusti participeront, au Parlement britannique, à un forum sur « la persécution politique au Venezuela ». Cet événement est organisé par la Henry Jackson Society et le Comité de Solidarité avec les Persécutés Politiques au Venezuela.

LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LES PERSÉCUTÉS POLITIQUES AU VENEZUELA

Cette organisation a été créée suite à la visite au Venezuela au mois novembre 2008 d'hommes politiques d'extrême-droite comme l'ancien Premier ministre bulgare Philip Dimitrov, l'ancien ministres des Affaires étrangères de Slovaquie Eduard Kokan et l'ancien ministre de l'Intérieur de la République tchèque, Jan Rulm.

Cette visite, organisée par la Fédération des Centres Universitaires de l'UCV (Université centrale du Venezuela), Lech Walesa devait aussi participer à cette visite, mais l'ancien président polonais a organisé un show médiatique dans lequel il accusait le gouvernement bolivarien de l'empêcher d'entrer dans le pays. Cette calomnie, qui a été démentie par le ministère des Affaires étrangères vénézuélien, révélait la véritable intention de ce groupe de politiciens, qui s'opposent énergiquement à tous les gouvernements progressistes dans le monde ; et qui ont un long passé d'offensives politiques et médiatiques contre Cuba et le Venezuela.

Après cette visite, ces politiciens d'extrême-droite soutenus par leurs pairs vénézuéliens ont décidé de lancer le Comité de Solidarité avec les Persécutés Politiques au Venezuela. Les objectifs de cette organisation sont évidemment à caractère politique puisqu'ils définissent comme victime de persécutions politiques « tout Vénézuélien qui ne peut pas sortir de chez lui après une certaine heure par crainte d'être assassiné ».

Ils estiment également qu'est persécuté « tout vénézuélien qui se sent menacé physiquement ou moralement parce qu'il diffuse ou effectue son travail à travers les médias ». Nous nous demandons si les journalistes d'Avila TV, qui sont régulièrement agressés et insultés par des chefs de l'opposition, se considèrent comme des politiques persécutés par le gouvernement révolutionnaire.

Ce Comité fonctionne comme un lobby de la contre-révolution en Europe, qui organise des rencontres et des conférences à grand renfort de médias et de politiciens pour tenter de délégitimer le processus démocratique de changement vécu au Venezuela.

Outre ceux qui sont venus au Venezuela en novembre 2008, figurent parmi ses membres, plusieurs anciens chefs d'État ou de gouvernement dont le dénominateur commun est leur antisocialisme radical : Lech Walesa (Pologne), Vaclav Havel (République tchèque), Janez Jansa (Slovénie), Vytautas Landsbergis (Lituanie), ainsi que Jan Tore Sanner (ex-chef de la délégation norvégienne à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN), et Alexander Milinkevitch (candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de la Biélorussie, celui-là même qui a tenté de faire un coup d'État en douceur contre le président de ce pays).

Le Comité de Solidarité avec les Persécutés Politiques au Venezuela a une branche au Venezuela dont font partie Milos Alcalay (directeur des affaires internationales de la mairie du District métropolitain de Caracas), Miguel Enrique Otero (patron du quotidien El Nacional et dirigeant du groupe extrémiste Movimiento 2D), et Leopoldo López, entre autres.

Cette organisation co-organise la rencontre de Leopoldo López et Luis Giusti au Parlement britannique avec un laboratoire d'idées dont les ramifications dans le monde du fascisme international sont très larges : la Henry Jackson Society.

LA HENRY JACKSON SOCIETY

La Henry Jackson Society est un think tank ultraconservateur qui est né début 2005 afin d'aider « à promouvoir la Démocratie et la liberté » dans le monde. Ce laboratoire d'idées est ainsi nommé en hommage au politicien usaméricain Henry « Scoop » Jackson qui fut membre du Congrès (de 1941 à 1953) puis du Sénat (de 1953 à 1983) de l'État de Washington. Henry Jackson était connu pour ses positions militaristes et pro-sionistes ainsi que pour son anticommunisme radical. La vision politique de Jackson a inspiré les théoriciens néoconservateurs comme Paul Wolfowitz, Elliot Abrams ou Richard Perle.

Le laboratoire qui porte son nom a les mêmes orientations de pensée que l'ancien sénateur.

La Société Henry Jackson a également pour but de promouvoir « une politique forte de relations internationales, de sécurité et défense » et de renforcer l' alliance entre l'Angleterre et les USA.

La Charte de principe de cette organisation souligne la faiblesse des offensives militaires contre la Yougoslavie et le Kosovo et plaide pour la modernisation et l'intégration militaire de l'Europe sous la seule direction des Britanniques au sein de l'OTAN. Elle défend également une position d'ingérence ouverte dans les pays non alignés sur le système néolibéral.

La majorité des membres de la Société Henry Jackson (signataires de la Charte de Principes et parrains étrangers) maintiennent un lien étroit avec le lobby militariste et/ou sioniste. Beaucoup d'entre eux ont participé au Projet pour le Nouveau Siècle Américain (Project for the New American Century) association de néoconservateurs usaméricains qui ont élaboré depuis 1997, une stratégie pour contrôler les ressources énergétiques du Moyen-Orient. Ce groupe a eu une influence décisive sur le caractère belliciste du gouvernement de George W. Bush. Plusieurs de ses membres ont participé à son gouvernement.

Parmi les membres britanniques de l'organisation on trouve le Colonel Tim Collins (commandant britannique en Irak), le Général-Major John Drewienkiewicz (conseiller militaire du haut représentant de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, juridiction imposée qui a le pouvoir d'annuler n'importe quelle décision du Parlement de ce pays), Mark Etherington (ancien gouverneur de la province occupée de Wasit en Irak- 2003-2004), Robert Halfon (directeur politique de l'association des Amis Conservateurs d'Israël dont le rôle est celui de resserrer les liens entre la Grande-Bretagne et Israël), Lord Gilbert (ancien ministre britannique de la Défense), Lord Powell of Bayswater (conseiller de Margaret Thatcher aux affaires de la Défense et Sécurité), et de Jamie Shea (ancien porte-parole et actuel Directeur de l'Unité Planification des orientations au cabinet du secrétaire général de l'OTAN), entre autres.

En plus d'appartenir à l'aile la plus droite, la plus sioniste, et la plus militariste des USA, les membres étrangers (« parrains étrangers »), sont tous des promoteurs d'une politique d'ingérence de ce pays. Ce sont des représentants du monde politique, militaire, des médias et des services secrets. La majorité d'entre eux a des liens étroits avec l'OTAN et font partie des laboratoires d'idées les plus influents dans le monde. Il convient de souligner que beaucoup de membres étrangers de la Henry Jackson Society coopèrent avec divers organismes qui soutiennent l'État raciste d'Israël.

Parmi les membres étrangers on trouve Carl Gershman (président du National Endowment for Democracy), Bruce Jackson (président-fondateur du Project on Transitional Democracy, organisation qui finance et forme des groupes d'étudiants aux techniques de Coups d'État en douceur ; il est aussi le fondateur du Comité pour l'Expansion de l'OTAN), Robert Kagan (membre du Project for the New American Century, du Council on Foreign Relations, et du Comité pour l'Expansion de l'OTAN) et William Kristol (membre du Project for the New American Century, et du Groupe Bilderberg).

Font également partie de l'organisation, des personnes comme Dore Gold (ancien conseiller en politique internationale du Premier ministre d'Israël, et ancien

représentant israélien à l'ONU), Michael Chertoff (Secrétaire à la Sécurité Intérieure de l'ancien président Bush, et coauteur de la loi liberticide Patriot Act. Fils et petit-fils de rabbin, M. Chertoff est un fervent défenseur de la politiques raciste d'Israël), Richard Perle (membre du Council on Foreign Relations et du Groupe Bilderberg, membre du Comité pour l'Expansion de l'OTAN, membre du Project for the New American Century, et de l'Institut Juif pour les Affaires de Sécurité Nationale, JINSA), Joshua Muravchik (membre JINSA) et James Woosley (ancien directeur de la CIA, ancien membre de l'équipe de direction de l'entreprise militaire privée Dyncorp International, ancien président de Freedom House, membre du Council on Foreign Relations, du Project for the New American Century et du JINSA). Aux côtés de ces soldats du capitalisme ultralibéral usaméricain, se retrouvent des membres étrangers comme Vytautas Landsbergis (membre du Comité de Solidarité avec les Persécutés Politiques au Venezuela) et l'ancien président péruvien Alejandro Toledo.

La Henry Jackson Society a toujours eu une position très critique envers la Révolution Bolivarienne. Elle est également en rapport avec Alexander Boyd, Vénézuélien anti-chaviste radical, animateur du site web Vcrisis.com et vice-président de la Human Rights Foundation, organisation accusée d'avoir participé à une tentative d'assassinat contre Evo Morales en Bolivie que la police du pays andin était parvenue à déjouer.

Avec des amis comme les membres de ces deux organisations, Leopoldo López pourra-t-il faire croire aux Vénézuéliens qu'il défend une « démocratie sociale », qui respecte la Constitution Bolivarienne, et que sa pratique politique inclut « tous les Vénézuéliens », comme il le vocifère à tout vent dans les médias commerciaux ?

Par Romain Migus

Traduit de l'espagnol par Esteban G. Édité par Fausto Giudice
<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7783&lg=fr>